

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL 2004-2009

# Des généralités faites feuille de route

**Le président de la République a-t-il, tout au long de son second mandat, gouverné par tâtonnement, sans programme clairement établi et plan d'action précis ? Le leader du RCD, Saïd Sadi, affirme sans ambages qu'il n'existe pas de programme présidentiel.**

**Sofiane Aït-Ifllis - Alger (Le Soir)-** Lors de la dernière session extraordinaire du conseil national du parti, le président du RCD a repris de souligner en traits gras que ledit programme du président de la République n'existe nulle part. «Le programme, que tout le monde dit appliquer, n'existe nulle part.

Hormis le dépliant élaboré en 2004 pour la campagne électorale et qui se résume à huit points énonçant des généralités, il n'y a pas de programme du président. Le gouvernement algérien impose et justifie son existence et son activisme par un vide politique», a-t-il affirmé, en effet.

La remarque de Saïd Sadi est pertinente. Sur le site de la présidence de la République, qu'il est loisible à tout un chacun de parcourir, nulle trace du programme du président.

Or, convenons-en, c'est sur le site au moins qu'il serait consultable. La recherche sur le site du Premier ministère est autant infructueuse.

Le clic renvoie à cette pauvre annonce : site en construction. Inexistant sur les sites officiels de ces deux institutions, le programme du président Bouteflika serait-il rangé dans les tiroirs des trois partis de l'Alliance présidentielle qui, le rappel vaut d'être fait encore une fois, vivent, politiquement s'entend, de ce

fameux programme qu'ils disent soutenir ?

Si c'était le cas, on les imagine faire vite de dégainer le démenti au leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie, qui soutient publiquement que le programme du président Bouteflika se résume, en vérité, à huit généralités agencées dans un dépliant, confectionné pour les besoins de la campagne électorale de 2004.

Le chargé à la communication au sein du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Mohamed Djemaâ, joint hier, n'a pas eu l'affirmation aisée quant à l'existence d'un document consignait le programme de Bouteflika.

En revanche, il a estimé que le programme se décline à travers tous les grands projets qui ont été réalisés ou sont en voie de réalisation. «Le pro-

gramme du président de la République, c'est le programme exécuté par le gouvernement dans ses volets politique, social et économique», a souligné Mohamed Djemaâ, citant plus précisément la Charte pour la paix et la réconciliation nationale comme chapitre de ce programme.

Selon notre interlocuteur, la copie que le Premier ministre a présentée devant le Parlement intègre le programme présidentiel.

Son homologue du Front de libération nationale (FLN), Saïd Bouhadja, joint également, a consenti une affirmation similaire, ponctuée cependant de piques à l'encontre de Saïd Sadi. «L'Alliance présidentielle est soudée sur la base du programme présidentiel. C'est autour de ce programme qu'elle a mené campagne en 2004», a-t-il

soutenu. Cependant, contrairement à Mohamed Djemaâ du MSP, Saïd Bouhadja n'a pas eu la réponse hésitante quant à l'existence d'un document portant programme du président.

«Il y a un document consignait un programme clair et complet. C'est ce document qui a servi de base de travail à notre parti et à nos partenaires de l'Alliance présidentielle», a-t-il certifié.

Selon lui, la déclaration du président du RCD n'étonne guère. «On ne s'étonne pas de cette déclaration. C'est une

ruse qu'il emploie car il ne s'était pas attendu à ce que l'Etat affiche sa volonté et invite des observateurs internationaux comme il l'a revendiqué.»

On ignore, cela dit, de quelles répliques aurait usé le responsable de la communication au sein du Rassemblement national démocratique (RND), injoignable qu'il était hier.

Il n'aurait certainement pas rétorqué autrement que ses homologues du MSP et du FLN.

S. A. I.

## BENBOUZID PRÉSENTE LES OBJECTIFS DE SON DÉPARTEMENT

# «Zéro % d'analphabète en 2016»

**La commission permanente de l'éducation nationale à l'APN a organisé, hier, une journée d'étude parlementaire sur la lutte contre l'analphabétisme en Algérie. A cette occasion, Boubekur Benbouzid a annoncé que la stratégie mise en œuvre devrait permettre l'éradication de ce fléau à l'horizon 2016.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Le ministre de l'Education nationale est longuement revenu, hier, à l'APN, sur les objectifs de la stratégie de lutte contre l'analphabétisme élaborée par son département en 2006.

«L'Algérie compte actuellement 6,4 millions d'analphabètes, ce qui représente 21 % de la population. Il ne faut pas oublier que les efforts accomplis par notre pays en l'espace de 40 ans sont incommensurables puisqu'au lendemain de l'indépendance, 90 % de la population était analphabète. Notre objectif, dans le cadre de la stratégie nationale, étant de

parvenir à un taux de 0 % d'analphabète en 2016», a souligné Boubekur Benbouzid lors d'une journée d'étude parlementaire organisée, hier, par la commission permanente de l'Education nationale à l'Assemblée populaire nationale.

Selon le ministre, la stratégie d'éradication de l'analphabétisme consiste à prendre en charge les populations concernées durant deux ans.

«Cette période de deux années est consacrée à l'enseignement basique. Le but étant de permettre aux populations concernées d'atteindre un certain niveau et de passer le brevet

d'enseignement moyen puis le baccalauréat.»

Pour ce qui est de l'engagement financier, Benbouzid a indiqué qu'une enveloppe de 24 milliards de dinars a été consentie par l'Etat.

Il semble, toutefois, que cette somme n'est pas suffisante pour mettre en œuvre la stratégie du ministère de l'Education. A ce titre, le ministre a annoncé avoir sollicité une rallonge budgétaire afin de prendre en charge le personnel enseignant. «Nous avons pu former 8 000 enseignants pour encadrer les écoles d'alphabétisation.

Néanmoins, la stratégie nécessite plus de 21 000 enseignants. J'ai personnellement saisi le Premier ministre afin de bénéficier d'une rallonge budgétaire pour atteindre cet objectif.»

Notons, par ailleurs, que le ministre de l'Education nationale a annoncé le lancement d'une chaîne de télévision thématique consacrée à l'enseignement.

«La télé de la connaissance émettra très bientôt. C'est un projet qui est placé sous la tutelle de notre département», a précisé Benbouzid.

T. H.

## À PROPOS DU DÉCÈS D'UNE COLLÉGIENNE

### À ANNABA :

# «Nous avons saisi la justice»

Le ministre de l'Education nationale a déclaré, hier, avoir instruit ses services pour saisir la justice suite au décès d'une collégienne à Annaba. La jeune fille avait perdu la vie samedi après-midi.

«Nous avons décidé de saisir la justice afin de faire la lumière sur ce drame. La professeur responsable de cet acte a été démise de ses fonctions. De tels dépassements sont insupportables», a-t-il déclaré en marge de la journée d'étude parlementaire organisée à l'APN.

T. H.

## Précision

Suite à l'article «les opposants à Soltani ont tenu une conférence nationale ce jeudi, création du Courant pour le changement», paru dans notre édition du lundi 19 janvier, M. Abdelkrim Dahmane, dont le nom a été cité par notre source, a tenu à préciser qu'il n'a aucune relation avec ce mouvement.

Dont acte.

La rédaction

## Quand les terroristes ont voix au chapitre...

L'ex-émir terroriste du GSPC, le sinistre Hassan Hattab, vient de faire un... communiqué ! Il a même appelé les éléments terroristes qu'il a enfantés à cesser leurs actes.

Il n'en fallait pas plus pour qu'il bénéficie d'un traitement médiatique que lui envierait franchement n'importe quelle... personnalité nationale !

Cet immonde individu suscite même de la sympathie lorsqu'il estime que «ce n'est pas le djihad (les actes terroristes de ces dernières semaines, ndlr), pendant que les sionistes s'acharnent contre la nation musulmane arabe en ce moment».

Comme si, lorsque Israël cesse son agression contre les Palestiniens, le «djihad» devient licite en Algérie.

C'est le type même de ces dangereux raccourcis qui ont occasionné des ravages en Algérie. Cela rappelle un certain Sassi Lamouri, transfuge de l'ex-FIS dans le gouvernement Ghazali, qui était redevenu ce qu'il a toujours été à la première occasion.

«Pourquoi assassine-t-on ces pauvres policiers, ils ne sont pourtant pas tous communistes ?» déclarait-il, en effet, en islamiste convaincu en 1992 après les premiers attentats terroristes. Dix-sept ans après, et malgré les dizaines de milliers de victimes massacrées par ces criminels, les choses n'ont fait qu'empirer malheureusement.

De nos jours, lire un portrait élogieux d'un kamikaze dans certains journaux algériens est une banalité. On en est même arrivé, dans des cas, à faire admettre, par d'indignes insinuations répétitives, que c'est l'armée qui tue en Algérie !

Pouvait-il en être autrement dans un pays où tous les ténors de «la réconciliation nationale», qui avaient voué l'Algérie à l'embargo et à l'isolement pendant plus de dix ans, ont été réhabilités ? Des hommes qui, comble de l'histoire, sont aujourd'hui «bonifiés» par un acte pourtant pas du tout glorieux : Sant'Egidio.

Un tel reniement collectif, peu de nations se le sont permis à travers l'histoire, mais dans un pays qui a érigé l'oubli, l'impunité et la prime de nuisance en loi, un «Monsieur Hattab» peut effectivement se sentir vraiment chez lui... On a même presque oublié que la loi sur «la réconciliation nationale» exclut «les auteurs de crimes de sang ou d'attentats à l'explosif» du bénéfice de ses dispositions.

Kamel Amarni